

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET 04 JUIL 2025
N° 61/AMI/MINTP/SG/DP PACRI-VR/SPM/2025 DU
POUR L'AUDIT TECHNIQUE DU PROJET D'AMÉLIORATION DE LA CONNECTIVITÉ, DE LA RÉSILIENCE ET
DE L'INCLUSION (PACRI) LE LONG DU CORRIDOR ROUTIER MORA-DABANGA-KOUSERI

Pays : Cameroun

Projet : Projet pour l'Amélioration de la Connectivité, la Résilience et l'Inclusion le long du corridor routier Mora-Dabanga-Kousséri dans la Région de l'Extrême-Nord « PACRI-MDK »

Financement : Crédit IDA N° 73520-CM/N°73510-CM/N°2090-CM

Titre de la mission : Audit technique du Projet d'Amélioration de la Connectivité, de la Résilience et de l'Inclusion (PACRI) le long du corridor routier Mora-Dabanga-Kousséri.

1. le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu un financement de la Banque Mondiale pour couvrir le coût du Projet pour l'Amélioration de la Connectivité, la Résilience et l'Inclusion le long du corridor routier Mora-Dabanga-Kousséri dans la Région de l'Extrême-Nord « PACRI-MDK », et a l'intention d'utiliser une partie du prêt pour le paiement des services de conseil.
2. les services de conseil (« les Services ») comprennent à.
3. l'objectif de l'audit technique est de permettre au Maître d'Ouvrage et aux bailleurs de fonds de bénéficier d'une opinion avisée complémentaire sur la pertinence des solutions techniques adoptées, la conformité des travaux exécutés par rapport aux spécifications techniques du marché, aux règles de l'art couramment usitées et toutes choses qui devraient contribuer à la durabilité des ouvrages.

Le Consultant conseillera le Maître d'Ouvrage sur les mécanismes les plus pertinents pour assurer efficacement à l'avenir, l'entretien et la maintenance des infrastructures, compte tenu des différents risques qui seront identifiés et s'assurer que :

- évaluer la qualité et la conformité des travaux réalisés sur tout le linéaire de la section de route Mora (PK 03) à Kousséri Douane (PK 203), d'une longueur de 200 kilomètres, y compris la construction du pont de Tildé (Mayo Elbeid) et la voie de contournement de Kousséri, au regard des prescriptions techniques du contrat de l'entreprise et en fonction des normes internationales de constructions routières ;
- évaluer la qualité des dossiers d'exécution élaborés par l'Entreprise ainsi que l'exhaustivité de la revue par la Mission de Contrôle ;
- évaluer la pertinence des choix techniques opérés ;
- évaluer à l'aide de sondages, la conformité des quantités indiquées ;
- évaluer la qualité des prestations de la mission de contrôle et du Maître d'Ouvrage ;
- vérifier la conformité de la gestion des marchés et contrats ;
- identifier toutes anomalies ou dégradations survenues ou susceptibles de survenir précocement sur la section de route construite ;
- analyser les causes des anomalies ou des dégradations précoces identifiées, confirmer leur ampleur par rapport à la structure de la chaussée ;
- identifier toutes les modifications apportées au projet, et évaluer leur pertinence et leur conformité au regard des dispositions du contrat ;
- proposer des solutions techniques chiffrées pour remédier aux anomalies et dégradations ainsi identifiées et les modalités éventuelles de leur prise en charge en fonctions des responsabilités identifiées.

Les Unités de Gestion du Projet (UGP) sont chargées de maintenir un système de contrôle interne adéquat ainsi qu'une documentation acceptable des transactions.

Le Consultant (Auditeur) est chargé de formuler une opinion de l'état des travaux sur la base des vérifications menées conformément aux normes des missions d'ingénieurs-conseils et donnera lieu à toutes les vérifications et contrôles que le Maître d'Ouvrage pourra juger nécessaires en la matière.

En application de ces normes d'audit, l'Auditeur demandera à chaque UGP, une lettre d'affirmation engageant la responsabilité des dirigeants dans l'établissement des rapports technique et le maintien d'un système de contrôle adéquat.

4. les termes de référence (TDR) détaillés de la mission peuvent être obtenus à l'adresse indiquée ci-dessous.
5. le Ministre des Travaux Publics, invite les Consultants firmes qualifiés à faire part de leur intérêt à fournir des informations démontrant qu'elles possèdent les qualifications requises et l'expérience pour exécuter les services décrits ci-dessus. Les intéressées doivent fournir les informations démontrant qu'elles présentent les qualifications requises et des expériences pertinentes pour exécuter lesdits services.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées par le candidat retenu.

6. les critères de présélection d'une liste restreinte sont les suivants :
 - être une firme d'Audit et d'Expertise Technique indépendante, de bonne réputation, au plan national, régional ou international reconnue ;
 - Expériences spécifiques :
 - Posséder une expérience pertinente en matière d'audit technique ou d'évaluation des travaux routiers de bitumage des projets de développement, en particulier des opérations financées par des bailleurs de fonds.

L'expérience dans la zone de l'extrême Nord ou dans un environnement similaire est un atout.

Le Consultant, pour être retenu, devra justifier les expériences spécifiées ci-dessus. Les justificatifs requis sont : copie contrat, attestation de bonne fin, PV etc...

Les experts clés ne seront pas évalués au stade de la présélection.

7. Il est porté à l'attention des consultants que les dispositions des paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 de la Section III relatifs au conflit d'intérêt et du paragraphe 3.33 de la Section III et l'annexe IV en matière de fraude et corruption du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de février 2025 (« Règlement de Passation des Marchés relatifs aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêt ») sont applicables.
8. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres Experts reconnus pour améliorer leurs qualifications, mais doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un Co-consultant et/ou d'un sous-consultant. Dans le cas d'un Co-consultant, tous les partenaires du Co-consultant seront solidairement responsables de l'intégralité du contrat, s'ils sont sélectionnés.
9. Un Consultant sera sélectionné conformément à la méthode de Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants (SQC) définie dans le Règlement sur les marchés publics.
10. De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse mentionnée ci-dessous, les jours ouvrables entre 09 heures et 15 heures, heure locale.
11. Les manifestations d'intérêt doivent être remises sous forme écrite à l'adresse ci-dessous (en personne, ou par courrier, ou par fax, ou par e-mail) au plus tard Quatorze (14) jours après la publication en Quatre (04) exemplaires dont Un original et Trois (03) copies, à 15 heures, heure locale et porter expressément la mention :

« MANIFESTATION D'INTERET POUR L'AUDIT TECHNIQUE DU PROJET D'AMÉLIORATION DE LA CONNECTIVITÉ, DE LA RÉSILIENCE ET DE L'INCLUSION (PACRI) LE LONG DU CORRIDOR ROUTIER MORA-DABANGA-KOUSSERI ».

A l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics
Agence d'exécution de Projet : Cellule des Projets Routiers
à financement conjoint (CPRFC);

Sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, à Yaoundé.

Téléphone : (+237) 222-22-22-94 ; FAX : (+237) 222-22-22-94.

E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr / mbahtsounqui@cprfc.cm

Yaoundé, le 04 JUIL 2025

Le Ministre des Travaux Publics



Emmanuel NGANOU D.

061 CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
AM/MINTP/SG/DP PACRI-VR/SPM/2025 OF 4 JUL 2025
FOR THE TECHNICAL AUDIT OF THE PROJECT TO IMPROVE CONNECTIVITY, RESILIENCE AND INCLUSION (PACRI) ALONG THE MORA-DABANGA-KOUSSERI ROAD CORRIDOR

Country: Cameroon

Project: Project to Improve Connectivity, Resilience and Inclusion along the Mora-Dabanga-Kousseri road corridor in the Far-North Region "PACRI-MDK".

Financing: IDA Credit No. 73520-CM/No. 73510-CM/No. 2090-CM

Mission Title: Technical audit of the Project to Improve Connectivity, Resilience And Inclusion (PACRI) along the Mora-Dabanga-Kousseri Road Corridor.

1. The Government of the Republic of Cameroon has received funding from the World Bank to cover the cost of the Project to Improve Connectivity, Resilience and Inclusion along the Mora-Dabanga-Kousseri Road Corridor in the Far-North Region "PACRI-MDK", and intends to devote part of the loan for the payment of consultancy services.
2. The consultancy services ("the Services") comprise the Technical audit of the Project to Improve Connectivity, Resilience And Inclusion (PACRI) along the Mora-Dabanga-Kousseri road corridor.
3. The aim of the technical audit is to enable the Project Owner and donors to benefit from an additional expert opinion on the relevance of the technical solutions adopted, the conformity of the works carried out in relation to the technical specifications of the contract, the standard practices commonly used and all elements that should contribute to the durability of structures. The Consultant will advise the Project Owner on the most appropriate mechanisms to ensure the efficient upkeep and maintenance of the infrastructure in the future, taking into account the various risks that will be identified and ensuring the:
 - Assessment of the quality and conformity of works carried out on the entire 200-km long road section, stretching from Mora (KP 03) to Kousseri Douane (KP 203), including the construction of the Tilde (Mayo Elbeid) bridge and the Kousseri bypass, with regard to the technical specifications in the company's contract and in line with international road construction standards;
 - Assessment of the quality of the construction documents drafted by the Contractor and the completeness of the review by the Control Mission;
 - Assessment of the relevance of the technical choices made;
 - Assessment, by means of sampling, of the conformity of the quantities indicated;
 - Assessment of the quality of the services provided by the control mission and the Project Owner;
 - Control of the conformity of contracts management;
 - Identification of any anomalies or damage that has occurred or is likely to occur in the near future on the section of road being built;
 - Analysis of the causes of the anomalies or early deterioration identified, and confirm their extent in relation to the pavement structure;
 - Identification of all the changes made to the project, and assessment of their relevance and compliance with the provisions of the contract;
 - Proposal of quantified technical solutions to remedy the anomalies and damage thus identified, and any arrangements for dealing with them in line with the responsibilities identified.

Project Management Units (PMUs) are responsible for maintaining an adequate internal control system and acceptable documentation of transactions.

The Consultant (Auditor) is responsible for giving an opinion on the state of works based on the verifications carried out in accordance with the standards for consulting engineering missions and will carry out all the verifications and controls that the Project Owner may deem necessary in this respect.

In application of these auditing standards, the auditor will request from each PMU a representation letter establishing the accountability of its management staff with regard to the drafting of the technical reports and upkeep of an adequate control system.

4. Detailed terms of reference (TOR) for the mission can be obtained at the address below.
5. The Minister of Public Works hereby calls upon qualified consulting firms to express their interest in submitting documents proving that they have the required qualifications and experience to provide the services described above. The interested consulting firms must submit documents proving that they have the required qualifications and relevant experience to provide these services.

The Project Owner reserves the right to verify the authenticity of the information provided by the selected candidate.

6. The pre-selection criteria for short-listing are as follows:
 - *be a reputable independent national, regional or international Audit and Technical Consulting firm;*
 - **Specific Experience:**
 - *Relevant experience in the technical audit or evaluation of road pavement works for development projects, particularly donor-funded operations.*

Experience in the Far North or in a similar environment is an advantage.

The Consultant must provide evidence of the experience specified above in order to be selected. The supporting documents required are a copy of the contract, attestation of proper completion and reports etc. Key experts will not be assessed during the pre-selection stage.

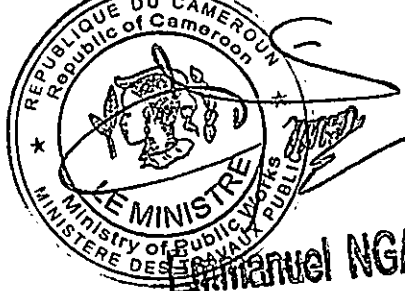
7. Consultants are informed that the provisions of paragraphs 3.14, 3.16 and 3.17 of Section III relating to conflict of interest and paragraph 3.32 of Section III and Annex IV on fraud and corruption of the "World Bank's Procurement Regulations for IPF Borrowers, February 2025 Edition" ("World Bank's Procurement Guidance Conflict of Interest") are applicable.
8. Consultants may associate with other Experts to enhance their qualifications, but must clearly indicate whether the association is a Co-consultant and/or sub-contracting. In the case of a Co-consultant, all Co-consulting partners will be jointly liable for the entire contract, if selected.
9. A consultant will be selected in accordance with the "Qualification and Cost-Based Selection" (QCBS) method defined in the Public Contracts Regulations.
10. Further information can be obtained from the address below, on working days between 9 a.m. and 3 p.m. local time.
11. Expressions of interest must be submitted in writing and in quadruplicate (4), including one original and three (3) copies, to the address below (in person, by post, fax, or email) no later than fourteen (14) days after publication, at 3 p.m. local time and must be expressly labelled:

"EXPRESSION OF INTEREST FOR THE TECHNICAL AUDIT OF THE PROJECT TO IMPROVE CONNECTIVITY, RESILIENCE AND INCLUSION ALONG THE MORA-DABANGA-KOUSSERI ROAD CORRIDOR".

To the Minister of Public Works
Project Implementing Agency: Joint Financing
Road Projects Unit (JF-RPU)
Located at the Centre Regional Delegation of Public Works, Yaounde.
Telephone: (+237) 222-22-22-94; FAX: (+237) 222-22-22-94.
Email: csepr_badbm@yahoo.fr / mbahtsoungui@cprfc.cm

04 JUL 2025

Yaounde, _____

The Minister of Public Works 

Emmanuel NGANOU D.